

Appel à manifester contre les expulsions à tout va pour la date du 31 mars, fin de la trêve hivernale

RDV : Samedi 31 mars à 10h devant le Conseil Départemental (boulevard de la Marquette, M° Canal du Midi)

Les expulsions peuvent toucher une multitude de personnes : sans papiers, étudiant·e·s grévistes sur leur fac, locataires précaires, demandeur·se·s d'asile, mineur·e·s isolé·e·s étranger·e·s, familles monoparentales, squateur·euse·s, chômeur·se·s, zadistes... la liste est sans fin !

A Notre-Dame-des-Landes par exemple les personnes qui s'y sont installées pour expérimenter une autre manière de faire vivre ce bocage sont durement menacées par des promesses d'évacuation partielle de la zone après cette date fatidique.

Mais bien d'autres expulsions sont inacceptables comme cet été au camp de Ginestous (pour y faire un golf, terrain jeu pour les riches, projet coûteux et des moins écolo) ou celle de réquisitions visant à loger des personnes, notamment les mineur·e·s isolé·e·s étranger·e·s, telles que le squat de "La Glacière" qui passe en procès le 6 avril.

A la fac du Mirail encore, le gouvernement ne favorise pas la concertation et a menacé d'exercer aussi la violence d'État !

La trêve hivernale et l'activation du plan grand froid sont des périodes de répit relatif qui laisse certain·e·s des plus précaires « tranquilles ».

Mais nous savons bien qu'elles ne sont pas des acquis. Entre autres, en plein cœur de l'hiver, à Toulouse, la préfecture a prononcé des décisions d'expulsion. A Bure l'État a clairement choisi d'adresser un signal très fort en évacuant violemment le Bois Lejuc dans l'espoir insensé d'y faire pousser des cheminées d'évacuation de gaz radioactifs...

A Toulouse, l'embourgeoisement de la ville et la spéculation immobilière ne cessent de faire augmenter les loyers ! Loin de résoudre les problèmes de logements, l'État accompagne ces processus (loi DALO inappliquée, hébergements d'urgence limités, constructions et attributions de logements sociaux inférieurs à la demande, mise à l'abri dans des gymnases à 120 lits...).

Dans cette société capitaliste, la loi française permet l'expulsion de bâtiments occupés pour qu'ils restent à nouveau vides, au détriment de ceux et celles qui y habitent, et qui les font vivre.

Ce qui est visé ici ce sont les personnes les plus fragiles économiquement et socialement mais aussi celles et ceux qui s'organisent par leurs propres moyens pour au minima se loger, sinon s'organiser collectivement contre la galère ainsi que celles et ceux qui sont solidaires avec elles-eux.

Une réquisition, un squat, une ZAD, c'est un lieu qui vit, des personnes qui se rencontrent, de l'entraide morale et matérielle, de l'auto-organisation !

Ce sont des lieux qui portent haut et fort l'autonomie, l'hospitalité, l'échange, le partage des savoirs-faire, le soutien à toutes les autres luttes émancipatrices... Pour un monde qui se construit et qui s'invente sans répondre aux normes de l'ordre établi !

Pour la dignité de toutes et tous et contre la répression policière et judiciaire qui accompagne les expulsions, il faut marquer le coup !

Manif pour affirmer un refus des expulsions qu'elles soient à Toulouse, à Notre-Dame, à Bure ou ailleurs, un refus des expulsions des personnes migrantes et des mineurs isolés qu'il faut soutenir d'autant plus que le nouveau projet de loi relatif à l'immigration s'apprête à piétiner toujours plus durement les droits Humains !

Le parcours de la manif permettra des prises de parole en lien avec ces revendications.

Rappel : les drapeaux et autocollants ne sont pas recommandés.

Collectif ZAD 31, collectif AutonoMIE, Collectif Bure Partout Nucléaire Nulle Part, Assemblée des 7 deniers, DAL 31, ATTAC Toulouse ...